

7 Jours

Filpac CGT

SPECIAL ARJOWIGGINS

Directeur de publication : Marc Peyrade
Rédaction : Jean Gersin (gersin@filpac-cgt.fr)
Filpac CGT - tél. : 01 55 82 85 74 - www.filpac-cgt.fr



ARJOWIGGINS - EMPÊCHER LA DESTRUCTION DES USINES DU GROUPE SEQUANA - S'OPPOSER À LA DICTATURE ORDINAIRE DU DROIT DE PROPRIÉTÉ

« Si Arjo veut partir, qu'il laisse le camion, les clés du camion et son contenu ! »

Nul devoir ne s'impose aux actionnaires. La décision du 10 avril 2014 de détruire les usines Arjowiggins dans l'année qui vient ne descend pas de Bruxelles contre la France. Cette décision est une combinaison de tous les traits du système actuel.

Arjowiggins est n°1 mondial de la production de papiers techniques et de création, membre du groupe Sequana dont l'autre département, Antalis, est n°1 en Europe et n°3 mondial de la distribution de papiers et d'emballages. Ce groupe, né de diverses fusions et acquisitions, dont les métiers relèvent de l'industrie, est coté en Bourse, sur le New York Stock Exchange.

Le communiqué de Sequana, le 10 avril, indique :

- Résultat net en perte de 301 M€ après 295 M€ de charges non récurrentes nettes essentiellement liées à des dépréciations d'actifs et aux restructurations
- Accord de principe signé avec les banques sur la restructuration globale de la dette du groupe et décision du conseil d'administration de procéder à une augmentation de capital de 64 millions d'euros avec maintien du droit préférentiel de souscription, garantie par trois des principaux actionnaires de Sequana (Bpifrance, Exor SA et le groupe Allianz)
- Projet de restructuration opérationnelle d'Arjowiggins des divisions Graphique et Papiers de création

Il s'agit de fermer les usines avec l'accord du gouvernement français.

« L'accord de principe » indiqué a été révélé à l'assemblée nationale le 16 avril : le gouvernement, la Banque publique d'investissement (actionnaire de référence) et les banques créancières signent un pacte avec Sequana-Arjowiggins pour garantir les opérations financières au détriment de la production industrielle et l'emploi.

En conséquence : le groupe joue les usines de Bessé-sur-Bray et du Bourray contre les autres (Wizernes et Charavines) qui doivent fermer... plus tard, en attendant la fermeture générale d'Arjowiggins. Les sites de Stoneywood et Chartham (Écosse) avec celui de Gelida (Espagne) sont privilégiés. Le Continent, dont les pays sont membres ou non de l'Union européenne, est un vaste no-man's-land. No droits sociaux.

L'état major de Sequana, à l'instar de bien d'autres, ballade la production sans obstacle ni contrainte d'un pays à l'autre.

Cette décision est rendue possible par la possibilité de mettre en concurrence les salariés entre eux. Pendant qu'ils sont poussés à se réfugier dans l'impasse d'un patriotisme économique, local ou national, l'état major du groupe s'appuie sur l'Etat national (en France, Ecosse et Espagne) comme sur l'Union européenne pour suivre sa logique financière au nom du seul droit qu'il reconnaisse, le droit de propriété.

Car le propriétaire n'a de comptes à rendre qu'à ses actionnaires. Et ceux-là décident que seul Antalis - le distributeur – sera bien coté en Bourse tandis qu'ArjoWiggins - le producteur – sera mal accueilli.

Les producteurs sont les vrais propriétaires

« J'utilise le moyen légal de sauvegarder les sites industriels condamnés par ArjoWiggins, en particulier celui de ma commune, de mon département, de ma région, par l'exercice du droit de préemption.

Pour cela, m'appuyant sur le Code de l'expropriation publique et sur les autres bases du droit à la disposition des élus de la République, je procéderai à l'organisation d'un délibéré engageant ma commune, mon département, ma région à placer les sites ArjoWiggins sous la protection de l'Etat. Cette procédure permettra ensuite de chercher les solutions appropriées à la pérennité des usines et des emplois. »

Tous les maires (une quinzaine) de la Communauté d'Agglomération de Saint-Omer ont signé ce texte-pétition, concernant pour eux l'usine de Wizernes. Les autres maires des communes de tous les sites ArjoWiggins sont sollicités - Crevecoeur, Bessé-sur-Braye, Le Bourray, Greenfield-Château-Thierry, Charavines, Palalda-Amélie-les-Bains.

Cette préemption a permis de sauver l'usine papetière M Real d'Alizay

(Normandie) avec plus de 200 emplois. Il y a deux ans, elle redémarrait malgré le refus de l'état major scandinave de céder les machines et le terrain après sa décision de fermeture.

Il fallut la mobilisation des syndicats Filpac CGT et CGC, des partis, des mairies, du département et de la région pour que les délibérations de préemption puissent soustraire le site et les emplois à la tentative de destruction du propriétaire.

Cette lutte en cours combine les efforts des salariés, des syndicalistes avec les élus territoriaux. Elle établit, comme à M Real Alizay, la base légale de la préemption et de son code. Ce qui solde à nos yeux le débat pusillanime sur la « nationalisation ».

Le défaut du dispositif ? La faiblesse des liens internationaux du syndicalisme, tributaires des comités de groupe sabotés par les patrons et des structures syndicales européennes, réduites à des lobbies sociaux près les institutions de l'UE.

N'empêche, la préemption progresse, dans les communes et les régions, la population, les usines. Une course de vitesse est engagée avec la panique et la fuite vers les départs volontaires et la pression patronale à boucler au sprint les PSE.

